

VU DANS LES MÉDIAS BELGES EN MAI 2025

Nos veilles médiatiques se concentrent sur les deux journaux francophones à plus grande audience que sont *La Libre* et *Le Soir*. Les thèmes abordés sont “saisis au vol”. Les questions qui guident notre veille : Quels événements se sont produits en Israël et en Belgique au sujet des juifs et d’Israël ? Comment ces sujets sont-ils abordés d’un point de vue discursif ?

Alors qu’Israël est hypermédiatisé — 148 articles dans *Le Soir*, 100 articles dans *La Libre* à ce sujet au mois de mai — les deux journaux ont accordé respectivement 2 et 1 articles¹ pour le Soudan en pleine guerre civile, qui entraîne la plus “grave crise humanitaire jamais enregistrée” selon le Comité international de secours (IRC). Le corpus a été séparé en deux parties : (1) comment la situation sur place est-elle reportée ? Un premier constat émane de l’analyse informatique : les journaux tendent à échapper à leur rôle de descripteurs pour s’orienter vers un discours épideictique (jugement, blâme, argumentation). (2) comment les occidentaux² s’emparent-ils du sujet ? Dans cette perspective, l’analyse globale montre un style descriptif, les journaux retranscrivant la prise en charge des contentieux que la guerre suscite. Nous traitons de ces deux aspects dans cette veille.

En résumé, la situation humanitaire est critique, due à un système de distribution alimentaire défaillant, à l’aide bloquée par Israël et à un nouveau système mis en place — contesté par les instances humanitaires internationales. Les journaux relaient en s’appuyant sur des titres à portée dramatisante (exemple [L'aide humanitaire dans la bande de Gaza est au bord de l'effondrement - La Libre](#) le 2 mai, [Gaza confrontée à « un risque critique de famine », 22 % de la population face à une situation « catastrophique » - Le Soir](#) le 12 mai, etc.). Par ailleurs, malgré l’intervention diplomatique ou médiatique de plusieurs pays (Etats-Unis, France, Allemagne) cessez-le-feu et accord de libération des otages peinent à se concrétiser, même si Edan Alexander a été libéré (exemples [Le Hamas dit que de nouvelles négociations de trêve n'ont plus d'intérêt - La Libre](#) le 6 mai, [Tensions au Moyen-Orient: selon Washington, le Hamas n'a pas accepté la nouvelle offre de cessez-le-feu - La Libre](#) le 26 mai). Parallèlement, la force de destruction de l’armée

¹ Ce chiffre excluant les dépêches.

² Les (résidents) Européens et Nord-américains.

israélienne est fortement mise en avant ([Guerre Israël-Hamas : la Défense civile annonce 44 morts dans des frappes israéliennes - La Libre](#) le 29 mai, [Guerre à Gaza : l'armée israélienne émet un avis d'évacuation pour 14 quartiers dans le nord - Le Soir](#) le 22 mai). La moitié des titres et des articles s'attache aux conflits médiatiques et diplomatiques que cette guerre provoque hors de la région levantine (exemple [Le chef de l'ONU réclame depuis Bagdad un "cessez-le-feu permanent" à Gaza - La Libre](#) le 17 mai).

Notons que la mention du “7 octobre” (répétée dans 44 articles, soit 1/5) s’est stabilisée tant comme explication du déclenchement de la guerre que comme mémoire traumatique. On peut relever qu’elle apparaît dans un paragraphe synthétisant l’ampleur de la guerre dans un schéma identifiable : **élément déclencheur + données** ➡ **“otage” + formule présent progressif (“encore”) ➡ représailles + données chiffrées**. Par exemple : “La guerre à Gaza a été déclenchée par l’attaque perpétrée le 7 octobre 2023 par le Hamas dans le sud d’Israël, qui a entraîné la mort de 1.218 personnes du côté israélien, en majorité des civils, selon un décompte de l’AFP basé sur des données officielles. Sur les 251 personnes enlevées en Israël lors de l’attaque du Hamas, 57 sont encore retenues à Gaza, après la libération par le mouvement palestinien lundi de l’Israélo-américain Edan Alexander. Les représailles israéliennes ont fait au moins 52.908 morts à Gaza, en majorité des civils, selon des données publiées dimanche par le ministère de la Santé du Hamas, jugées fiables par l’ONU.” (nous soulignons). L’emploi désormais systématique de références à des instances d’autorité (AFP et ONU) confère aux données toute leur légitimité.

Une situation humanitaire critique

Les Gazaouis se trouvent dans une situation humanitaire critique, coincés par les attaques de l’armée israélienne (“frappes” 65 occurrences, “bombardements” 55 occurrences). Celles-ci ont pour objectif officiel une “traque [...] du Hamas” qui aboutit à des résultats comme la mort de “leur chef Mohammed al-Sinwar [qui] était considéré comme le nouvel homme fort de l’organisation terroriste”. Ces attaques atteignent aussi des “zones civiles” (“frappe sur une habitation dans le centre”, “une école de la ville”, “dans diverses zones de la bande”). Gaza est soumise à un blocus de la part de l’Egypte depuis 2007 sur le temps long et depuis le 7 octobre ce pays bloque la frontière côté Rafah de façon renforcée. De plus, l’Egypte joue un rôle de médiateur discret. Les gazaouis subissent aussi le contrôle et la violence du Hamas, alors que la moitié de la population s’y oppose et que des personnes manifestent sans que cela soit relayé par les deux médias étudiés³. Le Hamas et/ou le Jihâd islamique continuent d’attaquer Israël, comme le reporte cet article dans [Le Soir du 18 mai](#). Des situations de violence ont aussi éclaté au sein de la population gazaouie, le 30 mai : [Gaza : des « individus armés » ont](#)

³ On peut néanmoins trouver cette information sur les sites d’[Amnesty International](#); [The Times of Israel](#); [BBC](#). Selon le [Palestinian Center for policy and survey research](#), le 6 mai 2025 “about half of Gazans support the anti-Hamas demonstrations and almost half want to leave the Gaza Strip if they could”.

[pillé de grandes quantités de matériel médical, déplore l'ONU](#) (Le Soir), sans qu'il ne soit rapporté qui sont les auteurs.

Il est évident que le vocabulaire de la mort et de l'anéantissement traverse tout le corpus. Le champ lexical du conflit (975 occurrences) est cependant le troisième après celui de la politique (1033 occurrences) : les substantifs "guerre" (253 occurrences), "mort" (136 occurrences, principalement reportés par le "ministère de la Santé" et la "défense civile" de Gaza), "offensive israélienne" (76 occurrences), "bombardements" (55 occurrences) "famine" (34 occurrences, majoritairement employé par des acteurs étrangers), "massacres" (17 occurrences) pullulent. Les adjectifs qualificatifs sensationnalistes ("sanglante", "terrifiant", "catastrophique", "absolue") sont cependant employés avec parcimonie.

Le sort des Gazaouis est pensé par le biais de la politique et surtout par des dirigeants ou des instances les considérant comme un nombre, une masse, des chiffres. L'exemple de cet énoncé, qui ne cite pas de noms, est probant : "à l'hôpital Nasser de Khan Younès, des corps couverts de draps blancs sur lesquels sont inscrits les noms des morts sont alignés à même le sol" (le 18 mai dans [La Libre](#)). Les victimes, bien qu'on puisse les voir sur les photographies, ne sont que rarement nommées. Les noms des dirigeants, groupes ou décideurs (majoritairement masculins ou à connotation masculine, exemple "l'armée israélienne", le "porte-parole" ou "Hamas") apparaissent davantage que les noms de gazaouis⁴ ou les noms féminins (lorsque c'est le cas il s'agit largement d'instances étatiques dirigées par des hommes comme "la Maison Blanche", "l'Unrwa" ou "l'armée israélienne"⁵). Les ministres d'extrême-droite au gouvernement israélien poussent leur avantage, en pleine guerre, de poursuivre la "conquête" de la Cisjordanie ([Nous avons pris une décision historique" : un ministre israélien annonce la création de 22 nouvelles colonies juives en Cisjordanie - La Libre](#) 29 mai) ou de Gaza, alors que le Hamas semble hors d'état de nuire ([Israël annonce avoir tué Mohammed Sinouar, chef présumé du Hamas à Gaza - Le Soir](#) (28 mai)). Dans ces discours, le sort des gazaouis ou des palestiniens (tout comme celui des soldats israéliens ou des otages) est complètement occulté.

⁴ Ce phénomène peut être expliqué par le manque de journalistes sur le terrain, dû à la décision de la cour suprême israélienne du 9 janvier 2024 de ne laisser que des journalistes escortés par l'armée entrer dans l'enclave, mais aussi par le nombre de morts journalistes.

⁵ Avec pour exception Sharon Casper, de l'ONG Standing Together.



Les Palestiniens pleurent la perte de leurs proches tués par un drone israélien dans le quartier de Shuja'iyya, à l'est de Gaza, après avoir été transportés à l'hôpital Arab Ahli de la ville de Gaza, le 12 mai 2025. - Photo News.

Protagonistes principaux du récit médiatique, les noms propres ou les noms de fonction d'hommes au pouvoir agissant loin du "terrain" abondent dans les articles : Netanyahu (188 occurrences de son nom, 92 occurrences de sa fonction "premier ministre", 279 occurrences au total) ; ses collaborateurs (ex. : Bezalel Smotrich 8 occurrences) ; Donald Trump (131 occurrences, "le président américain" 31 occurrences) ; les "porte[s]-parole" (comme Yahya Saree des Houthis, Stéphane Dujarric du secrétaire général de l'ONU, Mahmoud Bassal, porte-parole de la défense civile, etc.) ; les secrétaires (le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, le secrétaire général de Caritas Suède, Peter Brune, etc.). Ces noms apparaissent majoritairement comme sujets de verbes déclaratifs ("a expliqué que", "a commenté", "a indiqué", "le chef de la diplomatie italienne Antonio Tajani a annoncé mercredi la convocation de l'ambassadeur d'Israël en Italie pour exiger "une explication officielle") ou de verbes performatifs à forte teneur morale et émotionnelle ("accuse le Hamas de détourner l'aide humanitaire", "a promis lundi de ramener tous les otages").

D'autres part, les noms d'instances ou de personnes "sur le terrain" à Gaza ou en Israël, comme le Hamas (271 occurrences de ce nom, 54 occurrences de la périphrase "mouvement islamiste") ou le personnel militaire (exemple "le chef de la police de la région centre d'Israël, Yaïr Hezroni") ou les civils sont systématiquement agents de verbes d'action concrète ou témoins d'une situation funeste. Exemple : "après une trêve de deux mois, l'armée israélienne a repris son offensive le 18 mars à Gaza et s'est emparée de larges pans du territoire dévasté par la guerre", "l'armée israélienne a annoncé jeudi dans la nuit avoir intercepté un nouveau missile tiré depuis le Yémen"; "le Hamas à libérer les otages qu'il détient encore" ; le porte-parole de la Défense civile à Gaza, Mahmoud

Bassal “[a fait état](#) de huit personnes tuées dans une frappe ayant visé une école servant de refuge à des déplacés à Gaza-ville, de 12 morts dans une frappe sur une habitation à Deir el-Balah (centre de la bande de Gaza), de 15 morts dans un bombardement sur une station-service à la limite du camp de réfugiés palestiniens de Nousseirat (centre), et de neuf morts dans une frappe sur une habitation dans le camp de réfugiés de Jabalia (nord)” (nous soulignons).

Des relations diplomatiques et des actions humanitaires menées par les Etats-Unis.

Au mois de mai, Donald Trump s’est imposé comme protagoniste d’influence au Moyen-Orient. L’Israélo-américain Edan Alexander a été libéré le 12 mai. Négocié par Donald Trump, l’échange s’est suivi de pause dans les combats, suite à la “[décision](#)” de [libération des Brigades Al-Qassam](#), la branche armée du Hamas. Le premier ministre israélien semble dans cette situation entièrement soumis à son homologue américain, qu’il “[remercie](#)”.

La violence a constamment augmenté entre Israël et ses voisins : Tsahal a [bombardé le quartier du palais présidentiel à Damas](#) et s’est impliquée dans les heurts à l’égard de la population syrienne druze. Par la suite, la levée des sanctions américaines sur la Syrie a ouvert une discussion sur la possible [normalisation des relations de cet état avec Israël](#). La formule qui incarne ces relations et illustre le mieux l’influence de Donald Trump au Moyen-Orient : “diplomatie transactionnelle”. L’adjectif *transactionnel* appartient au vocabulaire du droit civil mais surtout commercial. Une recherche rapide sur la Toile montre qu’elle s’applique essentiellement à décrire les manoeuvres du président américain⁶. Cette expression montre que la dimension et le chantage économique l’emportent sur la recherche d’un consensus autour d’intérêts humains, moraux et juridiques. *La Libre* écrit [le 19 mai](#) “le président américain, désireux de stabiliser la région et d’éviter de nouvelles dépenses militaires, pousse pour un cessez-le-feu rapide. ‘Il veut que ces conflits cessent, non seulement pour économiser de l’argent, mais surtout pour sauver des vies’”.

Dans la même optique, [plusieurs attaques ont été initiées par les Houthis](#) yéménites, au point qu’un [missile est tombé proche de l’aéroport de Tel Aviv](#) début mai et qu’[Israël a répliqué](#). Donald Trump s’en est mêlé pour “[décrocher une trêve](#)”, qui exclut Benjamin Netanyahu des pourparlers mais bénéficie à Israël puisque plus aucune attaque n’est à déplorer depuis du côté de la Mer Rouge. Le premier ministre israélien [continue toutefois de menacer](#) l’organisation yéménite dont la ligne idéologique est clairement antisémite⁷ et antisioniste⁸, de même que différents avertissements du président américain semblent

⁶ Bien qu’une [occurrence concerne Erdogan en 2023](#).

⁷ Selon le [New York Time](#).

⁸ Selon [Le Monde](#).

désormais le freiner dans sa gestion du conflit qu'Israël entretient avec l'Iran. Par exemple, *Le Soir* titre le 28 mai "[Trump dit avoir mis en garde Netanyahu contre toute frappe sur l'Iran](#)". Les Etats-Unis sont aussi devenus un acteur clé quant à la fin potentielle de la guerre d'abord par le biais la proposition de trêve qu'ils ont proposée. Celle-ci a "reçu l'assentiment d'Israël [mais] ne répond pas aux demandes de notre peuple", a déclaré jeudi soir à l'AFP Bassem Naïm, un des dirigeants en exil du Hamas ([La Libre](#), le 29 mai).

Ensuite, les américains jouent un rôle important dans la distribution de l'aide alimentaire. Dans *Le Soir*, on peut lire [le 27 mai](#) "La nouvelle Fondation humanitaire de Gaza (GHF), [créée de toutes pièces et soutenue par les Etats-Unis](#), qui coordonne ces centres de distribution (...). Selon GHF, 8.000 colis représentant 462.000 repas ont été distribués. Les services de presse du gouvernement du Hamas pour Gaza ont dénoncé de son côté des scènes de chaos [dont il tient Israël pour responsable](#), et parlé d'une « invasion » de centres de distribution par « des milliers d'affamés ». Le journal souligne donc : (i) la création d'une nouvelle ONG qui serait isolée de celles qui oeuvrent déjà sur le terrain ; (2) le soutien des Etats-Unis dans cette aide humanitaire et (3) rapporte les dires de services de presse du Hamas, qui condamnent Israël pour l'ensemble de la manoeuvre. De façon plurivoque, d'autres témoignages, [comme celui de l'activiste Palestinien Bassem Eid](#)⁹, montre la gratitude des Gazaouis vis-à-vis de l'implication américaine et leur condamnation de la responsabilité du Hamas dans la pénurie alimentaire. D'autres témoignages montrent l'investissement de membres du Hamas dans des [commerces alimentaires lucratifs](#), comme l'affirme l'activiste anti-Hamas gazaoui en exil Hamza Howidy. L'[ONG israélienne Standing Together](#) souligne le changement dans la gestion de l'aide, qui passe des associations à un contrôle militaire comportant des dérives, notamment dans la dimension autoritaire ou idéologiques des protocoles.

Vu d'Occident : indignations et solutions.

La durée de cette guerre, sa forte médiatisation, son appropriation par l'opinion publique ainsi que le nombre important de victimes — morts, blessés, déplacés, attaqués et affamés côté gazaoui ; déplacés, otages ou désespérés côté israélien — abouti à une prise en charge discursive et politique importante de la part des politiciens belges, européens et américains, fortement relayée par les médias. Elle semble avoir atteint un climax en mai.

Alors que Trump se pose en médiateur privilégié des problèmes du Moyen-Orient, il nous faut noter la prise de position de la Russie, qui peut paraître audacieuse ([Moscou](#)

⁹ Analyste politique basé à Jérusalem, pionnier des droits de l'homme et commentateur expert des affaires arabes et palestiniennes.

[dénonce une "punition collective de la population civile" par Israël à Gaza - La Libre](#) 29 mai) et de l'Allemagne, dont la position d'allié faiblit ([Pourquoi l'Allemagne menace de ne plus soutenir Israël à Gaza - La Libre](#) 26 mai). L'ensemble de l'[Union européenne s'apprête à sanctionner Israël](#). En Belgique, si les positions de la gauche (PTB et Ecolo) ont toujours été affirmées quant à la reconnaissance de l'Etat palestinien, on peut observer que le reste du paysage politique belge procède par mimétisme de la politique française ([Pour Macron, la reconnaissance d'un Etat palestinien n'est pas « simplement un devoir moral, mais une exigence politique » - Le Soir](#)). Le président de l'Hexagone a en effet organisé une réunion avec son homologue saoudien pour la reconnaissance imminente de l'état palestinien. Ainsi en Belgique, les représentants des socialistes flamands (Vooruit [Conner Rousseau dénonce un génocide à Gaza, le malaise sur la question palestinienne persiste dans l'Arizona - Le Soir](#) le 4 mai) le centre-droit francophone ([A leur tour, Les Engagés haussent le ton sur la question de la reconnaissance de la Palestine : « On ne peut pas rester au balcon » - Le Soir](#)), la N-VA (nationalistes flamands [Reconnaissance de la Palestine : la N-VA soutient une éventuelle initiative de Macron - Le Soir](#)) tous regroupés dans la coalition Arizona ([L'Arizona parvient à un accord de résolution sur Gaza - La Libre](#)) et jusque là silencieux, s'expriment pour "reconnaitre l'état palestinien" et résoudre la crise humanitaire. Le mois de mai devient ainsi le théâtre de prises de parole et de l'usage de mots-clé à tendance controversée.

La prise de parole de Maxime Prévot (les Engagés) est médiatisée (8 articles s'y consacrent) parce que ce politicien engage un point de vue personnel faisant fi de sa fonction politique. *Le Soir* reporte le 27 mai : « 'Génocide à Gaza' : la sortie en solo de Maxime Prévot. Dans une interview parue dans 'Humo' ce mardi, Maxime Prévot emploie ('à titre personnel') pour la première fois le terme de 'génocide' pour qualifier les massacres de Gaza. Il est suivi immédiatement par son parti. ». Sa prise de parole (« formellement, c'est à la justice de se prononcer mais, selon Les Engagés, nous sommes bien face à un génocide ») témoigne d'une tendance sociétale importante, celle de statuer et émettre un jugement sans posséder ni l'autorité ni l'expertise d'un champ disciplinaire. C'est aussi la tendance suivie par le monde de la culture. *La Libre* titre le 12 mai [Des stars du cinéma, dont Pedro Almodovar et Richard Gere, dénoncent dans une tribune le "silence" face au "génocide" à Gaza](#). Les guillemets autour du terme *génocide* marquent le discours rapporté mais aussi la distance du journal. Par ailleurs, ses différents propos inscrivent le génocide dans une mesure de l'intensité — [Maxime Prévot : « Je ne sais pas quelles autres horreurs doivent se produire à Gaza avant qu'on parle de génocide » - Le Soir](#) — et non dans une démarche analytique étudiant l'intentionnalité, les éléments déclencheurs et la démarche méthodique que de tels crimes de guerre doivent impliquer. Bien qu'encore sujet à débat, en pleine crise humanitaire et guerre qui empêche le recul, l'emploi de ce terme n'est nullement interrogé par l'ONU ([Le chef des opérations humanitaires de l'ONU sur la situation à Gaza : « Allez-vous agir pour empêcher un génocide ? » Le Soir](#), 14 mai).

Pendant ce temps, les communautés juives sont soumises à des actions violentes, la peur et des questionnements / accusations permanents. L'exemple le plus médiatisé : la [Fusillade à Washington](#), le 21 mai, mais aussi des [actes de vandalismes en Europe](#) (31 mai), les mesures de sécurité obligatoires ([Sécurité renforcée](#) le 24 mai, [En Belgique, la vigilance sur les sites « sensibles » juifs ne faiblit pas - Le Soir](#)) ou l'appropriation de la question palestinienne dans toutes les sphères de la vie sociale, particulièrement le monde éducatif (que ce soit au primaire : ["On a fait participer des enfants pour servir un message politique": la danse d'élèves sur un chant pro-palestinien crée la polémique à Evere - La Libre](#), ou à l'université : [Conflit israélo-palestinien: des étudiants pro-palestiniens bloquent le rectorat de la VUB - La Libre](#) 27 mai). Le monde culturel belge n'échappe pas à la tendance de clamer son support à la Palestine [« Musique pour Gaza » : des artistes belges chanteront pour la Palestine à La Louvière - Le Soir](#) 24 mai, et son soutien au boycott d'Israël : [Le vainqueur de l'Eurovision 2025, JJ, plaide pour une édition 2026 « sans Israël » - Le Soir](#) bien que des organisateurs se positionnent à contre-courant : [Guillaume Meurice, « persona non grata » au Centre culturel d'Uccle - Le Soir](#) 23 mai). On peut également souligner [Une lettre suspecte interceptée au 16 rue de la Loi et à l'ambassade d'Israël](#) le 28 mai.

Une dernière remarque sur l'Eurovision, car les médias rapportent des controverses comme dans ce titre du 19 mai ["Il est évident qu'Israël a tenté de manipuler le télévote" - La Libre](#). Les journaux soulignent la pression de la gauche flamande (Vooruit, Groen) sur la VRT (service public de radiodiffusion et télévision en Flandre, la région néerlandophone de Belgique) afin qu'une enquête soit menée quant au trafic de votes en faveur d'Israël, arrivé en deuxième position. La réponse de la ministre est sans appel, puisqu'elle "a rappelé que l'Eurovision était un "concours privé" organisé par l'Union européenne de radio-télévision (UER), et qu'il ne lui appartenait dès lors pas de s'en mêler." ([La Libre](#), le 21 mai).